

« L'allocation universelle est le cheval de Troie du démantèlement de la Sécu »

SOCIAL Elio Di Rupo a tranché : l'allocation universelle n'est pas à l'agenda socialiste

► L'allocation universelle, selon Paul Magnette, va « dans le sens de l'histoire. »
► Le président du PS refuse le big bang. Sa priorité : conforter la protection sociale actuelle.

ENTRETIEN

A lors que s'ouvre ce vendredi, et pour deux jours, l'université d'été du PS, le président Elio Di Rupo a tenu à mettre les pendules à l'heure : l'allocation universelle, à laquelle tous auraient droit sans condition et indépendamment de tout autre revenu, n'est pas à l'agenda socialiste. On savait le Boulevard de l'Empereur peu favorable à cette idée. Mais on avait pu croire, il y a quelques semaines, qu'un débat allait s'ouvrir entre socialistes, alors que Paul Magnette, ministre-président wallon et ancien président du PS, affirmait que l'allocation universelle allait « dans le sens de l'histoire ». D'emblée, Laurette Onkelinx et Rudy Demotte avaient dit tout le mal qu'ils pensaient de cette idée. On attendait Elio Di Rupo ; il sort du bois : c'est non !

Vous avez tranché : l'allocation universelle n'est pas à l'agenda socialiste... N'est-ce pas une sortie un chouïa « stalinienne », justement à l'ouverture de l'université d'été ?

Nous avons débattu de l'allocation universelle. Déjà sous la précédente législature, l'Institut Emile Vandervelde, le centre d'études du parti, s'était penché sur la question (NDLR : pour conclure que l'allocation universelle était au mieux une utopie irréaliste, au pire un outil de destruction de la Sécu). Nous en avons ensuite débat-

tu entre parlementaires pour conclure qu'un tel système appauvrirait les citoyens. Nous en avons à nouveau discuté il y a une quinzaine de jours dans le cadre du Chantier des idées. Pour nous, c'est clair : nous disons « non » aux systèmes proposés tantôt par les libéraux (NDLR : le réformateur montois Georges-Louis Bouchez), tantôt par les écologistes (NDLR : Philippe Defeyt, qui quitte la présidence du CPAS de Namur).

Donc le débat est clos...

Aucun débat n'est jamais clos. Mais cette idée n'est pas finançable. Selon

nos estimations, pour mettre en place son projet, Philippe Defeyt doit trouver 27,8 milliards ; et M. Bouchez, 46,5 milliards. Soyons réalistes. Améliorons notre système de Sécurité sociale. Le PS a des propositions raisonnables : relèvement des allocations sociales au seuil de pauvreté, individualisation des droits, augmentation de la pension minimum, octroi d'allocation de chômage pour les indépendants qui doivent arrêter leur activité pour des raisons indépendantes de leur volonté... Cela coûterait 11 milliards.

Que vous n'avez pas ?

Quand le pays reviendra à meilleure fortune, quand la conjoncture s'améliorera, c'est ce projet que nous défendrons.

Paul Magnette est donc dans l'erreur ?

Ses propos ont été interprétés à tort. Au détour d'une phrase, Paul Magnette a dit sa conviction que l'allocation universelle allait dans le sens de l'histoire. Cela concerne le très long terme. Nous, nous devons gérer le court et le moyen terme. Paul Magnette - faut-il le dire ? - n'a jamais

appelé à la fin de la Sécurité sociale. Il mène d'ailleurs en Wallonie un plan de lutte contre la pauvreté qui forme l'un de ses chevaux de bataille.

Vous ne pouvez pas mettre dans le même sac la proposition de M. Bouchez - 1.000 euros par mois à tout adulte, mais la suppression d'une très grande partie du système de protection sociale, puisque seule la couverture des « gros risques » en soins de santé serait préservée - et celle de Philippe Defeyt. La proposition écologiste - 600 euros par adulte et 300 euros par enfant, mais avec le maintien de l'assurance santé et d'allocations sociales de chômage et de retraite - est aussi une proposition « de gauche », non ?

Dans l'approche libérale, l'allocation universelle est le cheval de Troie du démantèlement pur et simple de notre Sécurité sociale. L'approche écologiste vaut sur le papier. Mais dans la pratique, comment trouve-t-on 27 milliards ?

Philippe Defeyt a des pistes : notamment une réforme de la taxation des revenus du patrimoine, la fin des voitures de société, etc. Au final, il ne lui manque, affirme-t-il, que 4 milliards...

Les montants de 600 et de 300 euros sont insuffisants comme allocation de base. Et il propose de bouleverser des pans entiers de la Sécurité sociale pour se lancer dans l'inconnu. Notre Sécu est considérée comme l'une des plus performantes ; chacun cotise en fonction de ses capacités et tous bénéficient de la même protection. Il ne faut pas prendre le risque de détruire ce système. Il faut améliorer par touches successives, et non tenter un big bang. ■

Propos recueillis par
DOMINIQUE BERNS